

## **Désormais rien ne sera plus comme avant :**

Fin octobre, l'énervement, l'agitation fébrile des institutions européennes et des gouvernements les plus en vue **au sujet de la signature du CETA par les gouvernements européens** auront fait comprendre, même aux citoyens les plus distraits et les plus nonchalants, qu'il se passait quelque chose de déterminant pour leur avenir.

Mais au fait, **on parlait du TAFTA et puis tout d'un coup c'est le CETA** qui débarque dans l'actualité. **Que se passe-t-il donc** et de quoi parle-t-on ? En principe, de deux accords commerciaux différents, mais au fond, de la même chose. Il s'agit dans les deux cas d'accords commerciaux passés avec l'Amérique du Nord (USA pour le premier, Canada pour le second). Ils ne visent plus seulement l'abaissement des droits de douane (déjà très bas, sauf pour l'agriculture) mais **un alignement par le bas des normes de toutes sortes.**

Vues par les promoteurs de ces traités, des normes **différentes** et, plus encore des normes **exigeantes** (sur la protection sociale, l'environnement, les énergies et leur impact climatique, la santé, le bien-être animal, la protection du consommateur etc.) seraient avant tout, des « **obstacles non tarifaires au commerce** ».

Peu importe que ces normes soient la traduction de nos choix de société, qu'elles tentent de préserver notre avenir et celui de nos enfants, qu'elles tracent les contours de l'organisation sociale, culturelle, technique de nos pays, qu'elles traduisent en acte nos valeurs. Désormais, en Europe tout ce qui compte d'institutions et de représentants des peuples est converti aux préceptes de la pensée néolibérale, pensant uniquement par le marché, lequel se réalise par le commerce et la concurrence libre et non faussée.

Il faudrait donc à tout prix débarrasser le commerce de (presque) tous les obstacles venant brider son expansion.

**Sauf que... quelques obstacles se trouvent sur le chemin...**

**Car de nombreuses** associations, ONG, syndicats, chercheurs, personnes de toutes origines n'entendent pas laisser aller ainsi les choses. Tous font savoir que **ces traités, négociés dans le plus grand secret, délibérément placés sous l'influence des entreprises multinationales, écartant tout aussi délibérément les représentants, institutionnels ou ONG, des citoyens, ignorant les engagements résultant des conventions internationales (droit du travail, protection de la planète, lutte contre le réchauffement climatique etc.), constituent une agression caractérisée contre la démocratie.**

Et qu'ils viennent empêcher l'**indispensable transition**, au moment même où les crises écologique, politique, économique ne cessent de s'approfondir, **mettant en péril l'avenir même de l'humanité.**

Ainsi, **moins d'un an après la COP 21**, et simultanément aux fanfaronnades sur sa ratification, **se profile la négation même de celle-ci** par l'encouragement aux investissements des pétroliers européens dans les sables bitumineux et les pétroles et gaz de schiste au Canada (en attendant les mêmes en Europe ?)

**Ensuite le grain de sable :** l'opposition à la signature du CETA par le gouvernement et les parlements wallons, non pas un baroud d'honneur, non pas la résistance pittoresque du village wallon - sinon comment expliquer les menaces, les ultimatums et autres propos injurieux des « responsables » européens - non pas un coup pour rien et un retour dans le rang. Mais l'introduction de mesures qui pour insuffisantes qu'elles soient afin de neutraliser les dangers du CETA, n'en viennent pas moins écorner ses prétentions. Enfin, peut-être le plus important, elles offrent à l'Europe un exemple de ce que peut être le combat démocratique et la dignité de la mission d'élus du peuple, loin de l'océan de compromissions et de conformisme ballot dans lequel se noient les partis qui prétendent nous gouverner.

**Le combat continue ! VENEZ en discuter !**